



RCS : BRIVE LA GAILLARDE

Code greffe : 1901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BRIVE LA GAILLARDE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 00173

Numéro SIREN : 379 266 281

Nom ou dénomination : A.G.C. CONSULTANTS (AUDIT GESTION CONSEIL CONSULTANTS)

Ce dépôt a été enregistré le 03/01/2013 sous le numéro de dépôt 25

A.G.C. CONSULTANTS (AUDIT
GESTION CONSEIL CONSULTANTS)
SIROGNE
19270 USSAC

Nos références : / CDN

BRIVE, le 03 Janvier 2013

Certificat de dépôt d'acte(s) de société

Numéro d'identification : 379 266 281
Numéro de gestion : 1990 B 00173

Dénomination : A.G.C. CONSULTANTS (AUDIT GESTION CONSEIL CONSULTANTS)
Adresse : SIROGNE
19270 USSAC

Nous soussigné, Greffier du tribunal de commerce de BRIVE certifions avoir reçu en dépôt le(s) acte(s) concernant la société sus-citée.

Numéro du dépôt: 25
Date du dépôt: 03/01/2013

- Acte en date du : 08/12/2012

Acte sous seing privé

Décision: Cession de parts

ASSP DU 14/12/2012 PV AGE DU 27/12/2012 STATUTS A JOUR

Le Greffier,

CESSION DE PARTS SOCIALES

Monsieur Serge Ferrière, né le 25 décembre 1954 à Tulle (Corrèze), de nationalité française, époux de Madame Marie-Noëlle Ferrière, née Durand le 27 octobre 1956 à Tulle (Corrèze), mariés sous le régime de la communauté légale à Peyrac (Lot), le 13 juillet 1985 et Madame Marie-Noëlle Ferrière

demeurant à Sirogne – 19270 Ussac

Ci-après dénommés le Cédant

d'une part,

Et :

Mademoiselle Marine Ferrière, célibataire,

née le 25 mars 1987 à Périgueux (Dordogne), de nationalité française,

demeurant La Venitienne 10 avenue de Provence 31470 Fonsorbes

ci-après dénommé le Cessionnaire

d'autre part.

Christophe COURNIL
Contrôleur Principal

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES BRIVE
Le 28/12/2012 Bordereau n°2012/1 080 Case n°7
Enregistrement : 25 €
Pénalités :
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
Le Contrôleur principal des finances publiques

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes de statuts en date du 20 août 1990 à Brive enregistrés à Brive le 22 août 1990, ainsi que de divers autres actes, il existe une Société à responsabilité limitée dénommée AGC Consultants société à responsabilité limitée, immatriculée au Tribunal de Commerce de Brive sous le numéro 379 266 281, au capital de 200 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 400 euros chacune, dont le siège est à Ussac, 19270, Sirogne, et qui a pour objet l'expertise comptable.

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Monsieur Jacques Delage à concurrence de une part numérotée un ci 1 part, correspondant à des apports en numéraire,
- Monsieur Serge Ferrière à concurrence de quatre cent quatre vingt dix huit parts, numérotées de deux à quatre cent quatre vingt dix neuf ci 498 parts, correspondant à des apports en numéraire,
- Monsieur Laurent Garcia à concurrence de une part numérotée cinq cents ci 1 part, correspondant à des apports en numéraire,

Son dernier exercice social a été clos le 30 juin 2012, les comptes annuels afférents à ce dernier exercice clos ont été certifiés et approuvés par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 8 décembre 2012.

Son gérant est Monsieur Serge Ferrière

I. – CESSION DE PARTS

Par les présentes, le cédant soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, au cessionnaire, soussigné de seconde part, qui

N

/NF

DE

accepte, la pleine propriété de une part sociale lui appartenant de la Société AGC CONSULTANTS, portant le numéro 2.

II. – PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. – CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

IV. – PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de quatre cents (400) euros, laquelle somme a été payée comptant, ce jour par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance.

V. – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, la cession a été agréée par les associés, ce jour.

VI. – ORIGINE DE PROPRIETE

La part cédée appartient à Monsieur et Madame Ferrière pour l'avoir souscrite à la constitution de la société.

VII – DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

IV

H/AF

H.F.

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires de la part cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celle-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII – ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société,
- et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas à prépondérance immobilière et est soumise à l'impôt sur les sociétés.

- que le nombre total de parts de la Société est de 500 parts sociales,

- que cette cession est éligible à l'abattement de 23.000 euros prévu à l'article 726 du Code général des impôts, et que le montant à prendre en compte pour la liquidation des droits de mutation s'élève à 354 euros, après application de l'abattement.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

IX – AFFIRMATION DE SINCERITE

Lu et approuvé par les parties soussignées qui affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

X – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Ussac
Le 8 décembre 2012
en quatre exemplaires.

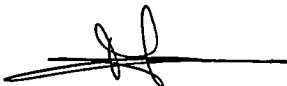
Bon pour union
de une part



Bon pour cession
de une part



Bon pour une acquisition



CESSION DE PARTS SOCIALES

Monsieur Serge Ferrière, né le 25 décembre 1954 à Tulle (Corrèze), de nationalité française, époux de Madame Marie-Noëlle Ferrière, née Durand le 27 octobre 1956 à Tulle (Corrèze), mariés sous le régime de la communauté légale à Peyrac (Lot), le 13 juillet 1985 et Madame Marie-Noëlle Ferrière

demeurant à Sirogne – 19270 Ussac

Ci-après dénommés le Cédant

d'une part,

Et :

Monsieur Simon Ferrière, célibataire,

Né le 28 mars 1991 à Brive (Corrèze), de nationalité française,

demeurant à Sirogne 19270 Ussac

ci-après dénommé le Cessionnaire

d'autre part.

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES BRIVE
Le 28/12/2012 Bordereau n°2012/1 080 Case n°8
Ext 3469
Enregistrement : 25 €
Pénalités :
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
Le Contrôleur principal des finances publiques
Christophe COURNIL
Contrôleur Principal

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Aux termes de statuts en date du 20 août 1990 à Brive enregistrés à Brive le 22 août 1990, ainsi que de divers autres actes, il existe une Société à responsabilité limitée dénommée AGC Consultants société à responsabilité limitée, immatriculée au Tribunal de Commerce de Brive sous le numéro 379 266 281, au capital de 200 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 400 euros chacune, dont le siège est à Ussac, 19270, Sirogne, et qui a pour objet l'expertise comptable.

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Monsieur Jacques Delage à concurrence de une part numérotée un ci 1 part, correspondant à des apports en numéraire,
- Monsieur Serge Ferrière à concurrence de quatre cent quatre vingt dix huit parts, numérotées de deux à quatre cent quatre vingt dix neuf ci 498 parts, correspondant à des apports en numéraire,
- Monsieur Laurent Garcia à concurrence de une part numérotée cinq cents ci 1 part, correspondant à des apports en numéraire,

Son dernier exercice social a été clos le 30 juin 2012, les comptes annuels afférents à ce dernier exercice clos ont été certifiés et approuvés par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 8 décembre 2012.

Son gérant est Monsieur Serge Ferrière

I. – CESSION DE PARTS

Par les présentes, le cédant soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, au cessionnaire, soussigné de seconde part, qui

W MF SF

accepte, la pleine propriété de une part sociale lui appartenant de la Société AGC CONSULTANTS, portant le numéro 3.

II. – PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. – CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

IV. – PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de quatre cents (400) euros, laquelle somme a été payée comptant, ce jour par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance.

V. – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, la cession a été agréée par les associés, ce jour.

VI. – ORIGINE DE PROPRIETE

La part cédée appartient à Monsieur et Madame Ferrière pour l'avoir souscrite à la constitution de la société.

VII – DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

NK *YMF* *SP*

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires de la part cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celle-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII – ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société,
- et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas à prépondérance immobilière et est soumise à l'impôt sur les sociétés.

- que le nombre total de parts de la Société est de 500 parts sociales,

- que cette cession est éligible à l'abattement de 23.000 euros prévu à l'article 726 du Code général des impôts, et que le montant à prendre en compte pour la liquidation des droits de mutation s'élève à 354 euros, après application de l'abattement.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

IX – AFFIRMATION DE SINCERITE

Lu et approuvé par les parties soussignées qui affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

X – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Ussac
Le 8 décembre 2012
en quatre exemplaires.

Bon pour cession
de une part.

Bon pour acquisition
de une part

Bon pour cession
de une part

CESSION DE PART SOCIALE

Monsieur Jacques Delage, né le 8 octobre 1947 à Brive 19100, demeurant à Lespinasse 24120 Ladornac,

Ci-après dénommé le Cédant
d'une part,

Et :

Monsieur Ferriere Serge, époux de Madame Durand Marie-Noelle sous le régime de la communauté légale en l'absence de contrat préalable à leur union célébrée le 13 juillet 1985 à Payrac (Lot), né le 25 décembre 1954 à Tulle, de nationalité française, demeurant à Sirogne 19270 Ussac

ci-après dénommé le Cessionnaire
d'autre part.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes des statuts, ainsi que de divers autres actes, il existe une Société à responsabilité limitée dénommée AGC Consultants société à responsabilité limitée, immatriculée au Tribunal de Commerce de Brive sous le numéro 379 266 281, au capital de 200 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 200 euro chacune, dont le siège est à Sirogne 19270 Ussac , et qui a pour objet :

L'activité d'expertise comptable, la gestion de participations.

I. – CESSION DE PARTS

Par les présentes, le cédant soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, au cessionnaire, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de une (1) part sociale lui appartenant de la Société AGC Consultants.

II. – PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. – CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

IV. – PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de un (1) euro par part, soit au total un (1) euro pour la part cédée, laquelle somme a été payée comptant, ce jour par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance.

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES BRIVE

Le 28/12/2012 Bordereau n°2012/1 080 Case n°6

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

Ext 3466

Christophe CURNIL
Contrôleur Principal

V. – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, la présente cession a été agréée par l'assemblée générale des associés.

VI. – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées appartiennent en propre à Monsieur Jacques Delage, pour l'avoir reçue en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

VII – DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :
 - qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
 - et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.
2. Le soussigné de première part déclare :
 - qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires de la part cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celle-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
 - que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
 - et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII – ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière
- que la Société dont la part est présentement cédée est soumise à l'impôt sur les sociétés.
- que cette cession est éligible à l'abattement de 23.000 euros prévu à l'article 726 du Code général des impôts, et que le montant à prendre en compte pour la liquidation des droits de mutation s'élève à un euros, avant application de l'abattement.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

IX – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à *Amboise*
Le 14 12 2012
En quatre exemplaires.

bon pour cession
S. J.

*Bon pour acquisition
de deux parts*

*Bon pour acquisition
d'une part*

AGC CONSULTANTS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 200000 Euros
Siège social : Sirogne
19270 USSAC
379 266 281 RCS BRIVE

*Copie certifiée conforme
le gérant*


ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 27 décembre 2012

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le 27 décembre 2012, à 17 heures, à Sirogne - 19270 USSAC, les associés de la société AGC CONSULTANTS, Société à Responsabilité Limitée au capital de 200 000 euros, divisé en 500 parts sociales, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Les associés suivants assistent à l'assemblée :

Monsieur Serge FERRIERE
7 impasse des Queries
19270 Ussac
propriétaire de 497 parts sociales ci

497 parts sociales

Mademoiselle Marine FERRIERE
La Venitienne 10 avenue de Provence
31470 Fonsorbes
propriétaire de 1 part sociale ci

1 part sociale

Monsieur Simon FERRIERE
7 impasse des Queries
19270 Ussac
propriétaire de 1 part sociale ci

1 part sociale

Soit au total 499 parts sociales présentes ou représentées sur les 500 parts composant le capital social.

Conformément aux dispositions des statuts, la réunion est présidée par Monsieur Serge FERRIERE, en sa qualité de gérant de la Société.

Monsieur le Président, constate que l'assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur toutes les questions figurant à son ordre du jour.

Il dépose ensuite devant l'assemblée et met à la disposition de chacun de ses membres :
- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions proposées.

Puis, Monsieur le président souligne à l'assemblée que ces mêmes documents et renseignements nécessaires aux associés pour le plein exercice de leur droit à l'information leur ont été adressés, communiqués ou ont été tenus à leur disposition dans les formes et délais impartis par la loi et les règlements.

Il ajoute qu'aucun associé, usant de la faculté offerte par l'article 56 de la Loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n'a posé de question écrite.

L'assemblée lui donne acte de ses diverses déclarations.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance,

- modification occasionnelle de la date de clôture,
- conséquence de la cession de parts sociales,
- modification corrélative des statuts,
- pouvoirs à conférer.

Monsieur le président donne ensuite lecture de son rapport.
Il déclare ensuite la discussion ouverte.

Après un large échange de vues sans débat entre les associés à propos des questions figurant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier exceptionnellement la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre 2012. La date de clôture des exercices suivants n'est pas modifiée et reste fixée au 30 juin de chaque année.

En conséquence, les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 auront une durée de 6 mois.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte des cessions de parts sociales intervenues entre Monsieur et Madame Ferrière, Mademoiselle Marine Ferrière et Monsieur Simon Ferrière, et décide de modifier l'article 2 des statuts :

Le capital social est fixé à cent mille (200 000) euros. Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- Monsieur Ferrière Serge quatre cent quatre vingt seize parts numérotées 1 et de 4 à 498 inclus, ci.....497 parts
- Mademoiselle Marine Ferrière une part numérotée 2 , ci.....1 part
- Monsieur Simon Ferrière une part numérotée 3 , ci.....1 part
- Monsieur Garcia Laurent une part numérotée 500 , ci.....1 part

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social.....500 parts
Le reste de l'article est inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

De tous ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par tous les associés présents, après lecture.

A.G.C. Consultants
Société d'Expertise Comptable
Société A Responsabilité Limitée
Au Capital de 200 000 euros
Siège Social : Sirogne - USSAC - (Corrèze)

STATUTS
mis à jour par l'assemblée générale
du 27 décembre 2012

A.G.C. Consultants
Société d'Expertise Comptable
Société A Responsabilité Limitée
Au Capital de 200 000 euros
Siège Social : Sirogne - USSAC - (Corrèze)

STATUTS

*Copie certifiée conforme
le gérant*


LES SOUSSIGNES :

• Delage Jacques
Domicilié à Lespinasse, 24120 Ladornac
Né à Brive le 8 Décembre 1947

• Ferrière Serge
Domicilié chemin de la Besse, 19270 Sainte Féréole
Né à Tulle le 25 décembre 1954
Expert-Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables
et des Comptables Agréés de la région de Limoges.

• Garcia Laurent
Domicilié 24, rue du Sacré Cœur - 33200 Bordeaux Caudéran
Né à Bordeaux le 24 février 1954
Expert-Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables
et des Comptables Agréés de la région de Bordeaux

ont établi ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et dans tous les pays :

• l'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

• la prise de participation ou d'intérêts dans toutes entreprises ou sociétés reconnues par l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés; elle ne peut cependant pas prendre de participations financières dans d'autres entreprises ou sociétés à l'exception des sociétés civiles ayant pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est A.G.C. Consultants (Audit Gestion Conseil Consultants).

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société A Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social, de la mention de l'inscription au Tableau de l'Ordre de la région de Limoges, et de la mention "société d'expertise comptable".

Article 4 - Durée de la société

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 5 - Siège Social

Le siège social est fixé à Ussac, (Corrèze), Sirogne.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Les associés font à la société les apports suivants :

- Monsieur Delage Jacques
la somme de cent francs, ci.....100 Frs
 - Monsieur Ferrière Serge
la somme de quarante neuf mille huit cents francs,ci.....49 800 Frs
 - Monsieur Garcia Laurent
la somme de cent francs, ci.....100 Frs
- Soit au total la somme de.....50 000 Frs

Cette somme de cinquante mille francs (50 000 Frs.) a été dès avant ce jour déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, sous le numéro 38000531 auprès de la banque Société Générale, agence de Brive - Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, l'apport de Monsieur Ferrière Serge dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint, Madame Ferrière Marie Noelle née Durand. Celle-ci, intervenant aux présentes, demande à ne pas être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Ferrière Serge.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

Article 8 - Capital

Le capital social est fixé à cent mille (200 000) euros. Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- Monsieur Ferrière Serge quatre cent quatre vingt seize parts
numérotées 1 et de 4 à 498 inclus, ci.....497 parts
- Mademoiselle Marine Ferriere une part numérotée 2 , ci.....1 part
- Monsieur Simon Ferriere une part numérotée 3 , ci.....1 part
- Monsieur Garcia Laurent une part numérotée 500 , ci.....1 part

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social.....500 parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Article 9 - Forme des parts - Liste des associés - Répartition des parts

Les parts sociales sont nominatives.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et

de tout tiers intéressé.

La majorité des parts sociales doit toujours être détenue par des Experts Comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions des articles 7 et 11 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les Experts Comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

Article 10 - Augmentation ou réduction du capital et négociation des rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction de capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions ou de parts sociales que doivent détenir les professionnels Experts Comptables.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à l'agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article et conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 septembre 1945.

Article 11 - Transmission des parts

§ 1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision des associés, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital de la valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait du projet d'une cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7,6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

§ 2 - Transmission en suite de décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants-droits ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant-droit d'un Expert Comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant-droit, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant-droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu d'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant-droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants-droits non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

§ 3- Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de cession entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

§ 3- Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition des parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la décision est devenue définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

Article 13 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même pour chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 14 - Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 15 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Experts Comptables et nommés pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leur co-associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun d'eux, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits de banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, seront soumis à une autorisation préalable des associés prise aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs fondés de pouvoir et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement sont déterminées par décision ordinaire de la collectivité des associés ; il a droit en outre

au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 16 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 17 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés, représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois, et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions prévues par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 18 Année sociale

L'année sociale commence le premier Juillet et se termine le 30 Juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 Juin 1991.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 19 - Affectation des résultats et répartition du bénéfice

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves

sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 20 - Contestations

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés.

Article 21 - Nomination du premier gérant

Le premier gérant de la société est Monsieur Ferrière Serge pour une durée indéterminée.

Article 22 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le 15 juillet 1990 à l'adresse prévue du siège social.

En outre, les associés donnent mandat pour passer et souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants :

a) à Monsieur Ferrière Serge pour ouvrir les comptes bancaires auprès des différentes banques et effectuer les démarches nécessaires à l'obtention des emprunts et autorisations de découvert nécessaires à la bonne marche de la société.

b) à Monsieur Ferrière Serge pour la conclusion d'un contrat de présentation de clientèle au profit de la société, cette clientèle étant présentée par la société SARL Cabinet de Gestion Comptable Delage, entreprise de comptabilité, 14 rue Mérimée à Brive (Corrèze).

c) à Monsieur Ferrière Serge pour la prise de participation dans toute société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés et pour le financement de ces prises de participations et en particulier pour l'achat des parts appartenant à Madame Henriette Delage, à Monsieur Jacques Delage, à Monsieur Francis Delage et à Madame Müller, dans la société Cabinet de Gestion Comptable Delage au prix de 1 650 000 frs (un million six cent cinquante mille francs).

d) à Monsieur Ferrière Serge pour l'obtention des crédits nécessaires aux acquisitions désignées ci-dessus.

e) à Monsieur Ferrière Serge pour la prise à bail d'un local destiné à recevoir la clientèle.

f) à Monsieur Ferrière Serge pour embaucher le personnel, prendre des participations, acheter le matériel et les fournitures nécessaires à l'exploitation, signer des chèques, accepter des traites, et plus généralement effectuer toutes opérations nécessaires à la bonne marche de la société.

g) à Monsieur Ferrière Serge pour engager les frais nécessaires à la constitution de la société, à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et aux différents organismes fiscaux et sociaux, et à son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés de la région de Limoges.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine, par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Ferrière Serge est expressément habilité à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et légaux. Ces actes et engagements seront

réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 23 - Publicité - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance à l'effet d'accomplir les formalités prescrites par la loi et spécialement à Monsieur Ferrière Serge, à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour faire le nécessaire en vue de remplir les formalités de publicité exigées par la loi et de requérir l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du siège social.

Fait à Brive

Le 20 août 1990

En quatre originaux

Serge Ferrière

Laurent Garcia

Jacques Delage